

Grand Est

Une des régions les plus arrosées par l'Europe

La manne européenne pour le Grand Est dépasse le milliard d'euros sur l'exercice 2021-2027. Autant dire l'une des régions les plus « gâtées » en Europe. Un ruissellement qui va d'Erasmus à la santé de pointe, en passant par l'agriculture ou la biodiversité. Du côté de Bruxelles, on attend que ces subsides ne soient pas seulement perçus comme le fruit d'un guichet bancaire, mais plus comme un accélérateur de projets pour les régions, avec en ligne de mire, la perspective de réduire durablement le chômage. Les territoires, dans la proximité immédiate des usagers, restent la cible privilégiée de l'Europe.

Valérie Drezet-Humez : « Les financements sont des leviers pour les territoires »

Le Grand Est est l'une des régions françaises qui bénéficie des plus gros financements européens : 1,14 milliard d'euros budgétisés entre 2021 et 2027. En amont des élections européennes, la représentante de la Commission européenne en France, Valérie Drezet-Humez, est venue visiter des projets financés ou cofinancés par l'Europe. Mercredi, elle a commencé sa tournée par la visite du Care à Nancy (Centre d'accompagnement, de recherche et d'expertise pour l'innovation en sport de haut niveau et en santé).



Valérie Drezet-Humez, représentante de la Commission européenne en France, était en Lorraine mercredi et jeudi. Photo Magalie Delle-Vedove

Protection de la biodiversité

Un choix ciblé, puisque pour créer le Care, l'Université de Lorraine a bénéficié de plus de 4,9 millions d'euros. « Il y a énormément de projets financés par l'Europe en région », révèle l'ambassadrice française de l'Europe. « Pour choisir ceux qui sont épaulés, nous partons de la réalité des besoins d'un territoire et de ses habitants. Les

financements peuvent donc concerner des solutions très différentes les unes des autres. Certaines vont dans le sens de la transition énergétique, d'autres sont en faveur de la protection de l'environnement, de la santé. Dans le Grand Est, l'Europe finance par exemple un énorme projet de protection de la biodiversité, via le programme européen de financement Life.

Grâce aux fonds de développement régionaux, aux fonds de cohésion, l'Europe soutient donc concrètement les territoires pour les faire évoluer. »

« Pas juste un tiroir-caisse »

Pour les régions, l'Europe est donc un partenaire financier de choix. « Oui, mais ce n'est pas juste un tiroir-caisse », précise Valérie Drezet-Humez, « s'il s'agit avant tout de donner les moyens aux régions, aux entreprises, de créer des projets, des emplois et de les pérenniser. Ici, en visitant le Care, nous avons vu que les équipes avaient réussi à effacer le fossé entre la recherche fondamentale et ses applications. Fabriquer des prothèses en se basant sur des connaissances scientifiques en sport et santé, c'est du concret. » Une façon subtile de rappeler que les élections européennes ne sont pas un scrutin déconnecté des réalités.

● Magalie Delle-Vedove

Une Maison familiale rurale à Commercy

« Nous sommes dans un territoire rural, avec une population qui décroît. Alors il faut être en mesure d'apporter une réponse qualitative. » Directrice de la maison familiale rurale de Commercy, Bénédicte Bon gère depuis une vingtaine d'années

ce tiers-lieu concentré notamment sur des actions de formation avec sa vingtaine de salariés.

L'établissement est installé dans une ancienne caserne militaire, et a reçu 53 227 € de fonds européens pour soutenir son action. « C'est

un véritable projet de territoire soutenu par les institutions », témoigne M^{me} Bon. Il s'inscrit sur trois axes de travail : alimentation, entrepreneuriat et inclusion des jeunes. « Nos missions sont transversales pour être aussi pertinentes que possible. Nous sommes là pour apporter du soin à nos territoires. Lorsqu'un euro d'argent public est dépensé, il doit servir au maximum à aider la population. » La maison familiale rurale de Commercy est une association indépendante qui élargit son action sur trois EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) pour une zone de 3 196 habitants.



« Apporter une réponse qualitative à nos territoires. »



Sans le coup de pouce de l'Europe, le centre hospitalier régional universitaire de Nancy aurait eu toutes les peines du monde à concrétiser ses ambitions dans la recherche médicale clinique et fondamentale. Photo Alexandre Marchi

Pour l'Université de Lorraine



Le Centre européen de recherches et de formation aux arts verriers (Moselle-est, photo) porte le projet Glass printing avec l'Université de Lorraine.

L'Université de Lorraine bénéficie du soutien des fonds européens au titre de divers programmes. Deux exemples avec, notamment, le financement important apporté par l'Union européenne au projet Fire Light qui a permis de faire croître de manière significative le parc instrumental de la plateforme PhotoNS du Laboratoire lorrain de chimie moléculaire (L2CM, UMR 7053 CNRS-UL) situé à Nancy. Une plateforme au sein de laquelle une équipe pluridisciplinaire de chercheurs lorrains développe des outils de diagnostic et de théranostique – une pratique médicale basée sur l'utilisation de tests diagnostiques permettant d'orienter la thérapeutique d'un patient –, à visées photothérapeutiques (thérapies

assistées par la lumière) anticancéreuses et antibactériennes. Au total, 1782 957 € ont été alloués au projet via le fond Feder soit un taux de cofinancement de 81,51 %. Moins spectaculaire sur le plan financier – l'enveloppe est d'un peu plus de 250 000 € – mais combien symbolique pour la Région Lorraine : le soutien apporté au projet Glass printing, porté par l'Université de Lorraine et le Centre européen de recherches et de formation aux arts verriers (Cerfav) de Meisenthal. Un programme de recherche et développement lorrain visant à développer un procédé d'impression 3D pour permettre la réalisation d'objets en verre, projet labellisé par le pôle de compétitivité Matériaux, implanté à Metz.

H. B.



Comment est financée l'Union européenne ?

Le budget de l'Union européenne est voté pour des périodes de 5 à 7 ans et il est toujours équilibré. Il ne peut jamais enregistrer de déficit. En 2023, il était de 168,6 milliards d'euros en crédits de paiements et financé par :

- les États membres, qui fournissent plus de la moitié du budget (64% l'année dernière, selon le site toute-europe) ; leur participation est calculée en fonction de leur richesse, ce qui fait que l'Allemagne est le plus gros contributeur, la France le

- deuxième ;
- des droits de douane à l'importation en provenance de pays tiers (13%) ;
- une partie de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) perçue par chaque État membre (12%) ;
- la ressource « plastique » ; mise en place en 2021, elle coûte aux pays 80 cts d'€ par kilo de déchet d'emballage plastiques non recyclé (environ 4%).

En 2023, la France avait contribué au budget de l'UE à hauteur de 27,2 milliards d'euros (18,5% des contributions des États membres).

Mais le pays reçoit également beaucoup. Toujours selon le site toute-europe, la France doit recevoir 66 milliards d'euros entre 2021 et 2027 pour la Politique agricole commune (Pac), plus de 40 milliards jusqu'en 2026 pour soutenir le programme de relance nationale, sans compter les fonds pour aider les régions à se développer. Toutefois, chaque année, la France verse plus à l'Union européenne qu'elle ne reçoit.

Retrouvez le détail des recettes et dépenses de l'UE sur notre site internet, rubrique Élections européennes.

1 milliard d'€

La position de la Région Grand Est est singulière au cœur de l'Europe puisqu'elle est la région française qui dispose de la plus longue frontière avec ses voisins : au total, environ 760 kilomètres avec l'Allemagne, la Suisse, le Luxembourg et la Belgique.

Ceci n'expliquant pas nécessairement cela, notre Région a obtenu, pour la période 2021 à 2027, au total plus d'un milliard d'euros. Dont une enveloppe totale de 899 millions d'euros (M€) au titre du Fonds européen de développement régional (Feder), du fonds de transition juste (FJT) et du fonds social européen (FSE et FSE+), qui constituent les principaux fonds européens.

Les objectifs de ces fonds sont la transformation de l'économie, la transition écologique, l'emploi, la santé, la culture et le commerce, le développement des territoires mais aussi la transition des territoires dépendants aux énergies fossiles.

Par ailleurs, le Grand Est gère en direct la somme de 250 M€, perçus au titre du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) cette fois sur la période 2023 à 2027. Le Feader est un instrument de financement de la politique agricole commune (Pac) et consacré au développement durable. Il en constitue le second pilier. Le Grand Est a la particularité de consommer la totalité des fonds qui lui sont alloués à ce titre, le Lorraine étant en pointe avec projets soutenus devant Champagne-Ardenne (4 898 projets) et l'Alsace avec 3 454 projets.

CHRU de Nancy : des fonds en soutien à la recherche médicale

L'argent européen ne sert pas qu'à financer l'agriculture et la construction de tunnels ferroviaires. À Nancy, il a été versé à la recherche médicale. L'Europe peut aussi être un accélérateur de projets dans l'innovation en santé. En acceptant de financer les futurs bâtiments de l'Institut de recherche et d'innovation en santé (Iris) du CHRU de Nancy, l'institution a ainsi permis de déverrouiller un projet bloqué depuis une vingtaine d'années. Il a été réactivé en 2017.

En 2019, l'hôpital universitaire a pu lancer sur son site de Brabois la réhabilitation d'anciens locaux de l'Établissement français du sang (EFS). Un investissement avoisinant les 15 millions d'euros, dont six millions issus des Fonds européens de développement régional (Feder), l'un des fonds structurels de l'Union européenne.

Représentante de la Commission européenne en visite

Sans ce coup de pouce conséquent, le centre hospitalier régional aurait eu toutes les peines du monde à concrétiser ses ambitions dans la recherche médicale clinique et fondamentale. Gage de crédibilité, la subvention européenne a été un levier pour boucler un tour de table réunissant l'État, la Région Grand Est et le centre hospitalier régional universitaire (CHRU).

Aux six millions d'euros, État et Région ont ajouté 1,6 million d'euros. Les 50 % restants ont été apportés par le centre hospitalier. « Il est très difficile de trouver du financement extérieur pour de l'immobilier. Ce montage n'a été possible que parce que l'Europe s'est engagée dans le dossier », a indiqué mercredi 21 février le directeur de la recherche et de l'innovation du CHRU de Nancy, lors d'une visite du chantier par Valérie Drezet-Humez, représentante de la Commission européenne en France.

Mehdi Siaghy, directeur de la recherche et de l'innovation

au CHRU de Nancy, et Francis Bruneau, directeur général adjoint, ont ainsi expliqué à la cheffe de la représentation de la Commission européenne en France toute l'importance de l'Europe dans ce genre de portage.

À quatre mois des élections européennes, Valérie Drezet-Humez était de passage en Lorraine pour évaluer le bon usage des fonds européens. Elle n'a pas été déçue. Le CHRU de Nancy reconstruit 10 000 m² de bâtiments, 7 000 m² de surface utile, qui seront dévolus à la recherche en santé.

1 300 personnes seront logées à l'Iris

L'idée est de rassembler en un même lieu les services support et les acteurs de la recherche multidisciplinaire : chefs de projet, statisticiens, infirmiers, méthodologistes, techniciens, ingénieurs, informaticiens... À terme, quelque 1 300 personnes seront logées à l'Iris. Aujourd'hui, l'expertise et les soutiens scientifiques sont dispersés. En regroupant ses forces, comme le Centre de ressources biologiques, les plateformes de Médicaments de thérapie innovante (MTI) et de Radiothérapie interne vectorisée (RTIV), le CHRU entend former une unité plus efficiente et plus visible à l'échelle internationale.

« En atteignant une masse critique lisible, nous serons plus attractifs et performants », a indiqué Mehdi Siaghy. Les conditions de travail des chercheurs et des équipes d'appui seront aussi nettement améliorées.

Ce « cluster » (groupement, ndr) santé est couplé à l'hôtel à projets du CHRU inauguré en 2019, qui a vocation, lui, à héberger de jeunes entreprises issues de la recherche clinique ou fondamentale. En se structurant géographiquement, l'Iris devrait également gagner du poids vis-à-vis des investisseurs et des partenaires industriels. Livraison des locaux prévue en juin. Emménagement en septembre.

● **Thierry Fedrigo**



Valérie Drezet-Humez, cheffe de la représentation de la Commission européenne en France, a été reçue à Nancy sur le chantier de l'Institut de recherche et d'innovation en santé (Iris). Photo Thierry Fedrigo